



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

**VENDREDI 30 JUIN 2023**

L'an deux mille vingt trois, le trente juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

KERLAN Frédéric

### **Excusés**

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)  
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)  
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)  
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)  
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)  
LIEGEOIS Hervé (pouvoir à SERGENT André)

Conseil de Communauté du 30 juin 2023  
Délibération n°DCC2023\_114

<b>Objet</b>	<b>Création d'emplois non permanents nécessaires à la réalisation d'un projet au sein du service environnement.</b>
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Ressources Humaines
Thème	Ressources humaines

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et en vigueur depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifiée ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans. Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement. Ce type de contrat permet le recours à des agents contractuels sur la durée réelle du besoin.

**Contexte :**

L'obligation réglementaire de tri à la source des biodéchets pour tous les ménages à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024 impose aux collectivités de se mettre en ordre de marche pour mettre en œuvre cette disposition via le développement du compostage individuel ou la mise en place d'aires de compostage partagées.

**Objectifs :**

- Intensifier les actions pour que les foyers compostent individuellement, via des permanences dans les communes et sur les déchetteries,
- Installer plus de 80 aires de compostage partagé (sur 5 ans), en lien avec les communes,
- Suivre les aires de compostage partagées en animant un réseau de référents composteurs et en assurant des visites régulières des sites.

**Il est proposé de créer deux emplois à temps complet, de chargés de mission biodéchets sur 3 ans à partir de septembre 2023.**

Financement : via le fonds vert ou le fonds économie circulaire de l'ADEME (30 k€ / ETP + 15 k€ / ETP (matériels)), sur une durée maxi de 3 ans (dossier de demande en cours de finalisation). Embauches obligatoires en 2023.

**Missions assurées :**

- Compostage individuel : assurer les permanences de vente de composteurs, suivi de la base de données, suivi terrain, réalisation d'enquêtes,
- Compostage collectif : recherche de sites potentiels et aide à la création des aires,

mobilisation des riverains, visite des aires, actions correctives éventuelles, animation du réseau des référents composteurs, gestion des réclamations, formation de personnel d'établissements,

- Déchets verts : assurer les animations de sensibilisation à la gestion à la parcelle et le jardinage au naturel, les démonstrations de broyage, assurer les visites de jardins, mobilisation des services techniques.

Les candidats devront justifier d'une expérience dans le domaine de l'éducation à l'environnement ou du compostage.

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie C, dans les conditions fixées à l'article L332-24 du code général de la fonction publique.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'adjoint technique principal de 2ème classe.

Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat de projet devront suivre a minima les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels sur emploi permanent.

## **DÉLIBÉRATION:**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L332-24,

Vu le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 16 juin 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 30 mai 2023

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : autorise la création de deux emplois à temps complet de chargés de mission biodéchets sur 3 ans à partir de septembre 2023, et l'inscription au budget des crédits correspondants.**